

Réchauffement +2°C : dernière chance

« *Nous nous approchons du bord du gouffre* », a alerté le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, il y a quelques semaines. C'est dans ce contexte d'urgence que s'ouvrira en décembre la COP24, accueillie par la Pologne. Si l'objectif de ce rendez-vous est l'adoption du « manuel » censé définir les règles concrètes des principes de l'accord de Paris, nombreux sont ceux qui espèrent qu'il sera aussi l'occasion de poser les jalons d'un relèvement de l'ambition formulée lors de la COP21.

Nous devons respecter les + 2 °C prévue par l'accord de Paris, au risque de transformer la Terre en étuve. Or, notre marge de manœuvre se réduit puisque, par rapport à l'ère préindustrielle, nous avons déjà atteint 1 degré. Alors que le Giec vient de publier un rapport sur les conséquences de + 1,5 °C, les volontés des Etats signataires de l'accord de Paris nous conduisent vers + 3,2 °C d'ici la fin du siècle. Pire : après trois ans de stabilité, les émissions de CO2 mondiales sont reparties à la hausse en 2017 (+ 1,4 %), que ce soit en Chine (+ 1,7 %) ou en Europe (+ 1,5 %). La performance française laisse aussi à désirer : ses émissions (0,9 % des émissions mondiales) ont progressé de plus de 3 % en 2017.

Paradoxalement, celles des USA ont diminué de 0,5 %, par un déploiement massif d'énergies renouvelables et la substitution du gaz de schiste au charbon, plus émissif en CO2. En attendant 2020, date à laquelle la sortie des Américains de l'accord de Paris sera effective.

Lors des négociations de Bangkok, début septembre, les USA, le Japon et l'Australie se sont opposés à une flexibilité automatique accordée aux pays émergents sur leurs engagements de réduction des émissions, au lieu de la flexibilité au cas par cas prévue par l'accord de 2015. Ces tensions s'avèrent de mauvais augure pour la suite des discussions d'ici la COP26 en 2020. Or le temps presse. Au rythme actuel, nous ne disposons plus que de 20 ans d'émission, et devrions tripler nos efforts de réduction d'émission de CO2 pour rester sous les 2 degrés.

Une manière de limiter nos émissions de CO2 serait d'instaurer un marché mondial qui fixe un prix du carbone élevé pour dissuader les émetteurs. « *Nous pourrions rester en deçà des 2 degrés si nous maintenons le prix de la tonne de carbone entre 40 et 80 dollars en 2020, puis entre 50 et 100 en 2030* », estime Gaël Giraud, chef économiste de l'AFD, selon un rapport de mai 2017 de la Commission de haut niveau sur les prix du carbone.

Nous en sommes loin. Les pays et régions ayant mis en place de tels mécanismes ne représentent que 15 % des émissions mondiales. Et même là où un prix du CO2 existe, son niveau reste faible, sauf en Suède, pour jouer un rôle. Il reste donc beaucoup de points à régler avant d'adopter le manuel d'application de l'accord de Paris.

La Chine, en tandem avec les Etats-Unis, jouera le statu quo et, malgré le volontarisme de certains Etats européens, aucune annonce concrète n'a été formulée par l'Europe. Sa position reste fragilisée par l'incertitude sur la stratégie allemande de sortie du charbon ainsi que les voix dissidentes qui s'élèvent à l'Est, notamment chez les Polonais, hôtes de la COP24.

Bruno Bourgeon, D'après Alternatives Economiques